

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 28/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARP OUEST**

10 rue Jupiter  
ZAC Antarès  
44470 Carquefou

**Références :** N3-2024-672

**Code AIOT :** 0006301247

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement SARP OUEST implanté 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44 470 Carquefou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inscrite au plan de surveillance 2024 de l'inspection des installations classées

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP OUEST
- 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44 470 Carquefou
- Code AIOT : 0006301247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2024 sur les PFAS
- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Contrôle des eaux pluviales et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 4.5 et 4.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Rétention des zones de chargement et de déchargement	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 5.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précision des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.3.2	Sans objet
9	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 6.3	Sans objet
10	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 7.1.3 et 7.4	Sans objet
11	Registre déchets - déchets admis	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 5.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 non-conformités identifiées dont l'absence de rétention au niveau des zones de chargement et de déchargement des huiles usagées et des eaux hydrocarburées.

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Afin d'établir la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, l'exploitant a sollicité ses clients sur la présence de PFAS dans les eaux hydrocarburées et huiles usagées réceptionnées sur le site. Aucun des retours ne fait part de la présence de PFAS.

Depuis cette année, l'exploitant a intégré, dans sa procédure d'acceptation préalable, la demande d'informations concernant la présence ou non de PFAS dans les déchets réceptionnés. Pour le moment, aucun retour de fiche d'information préalable ne fait part de la présence de PFAS dans les déchets.

L'exploitant a opté pour l'analyse des 20 substances énumérées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

Les seules eaux rejetées au milieu naturel sont des eaux pluviales qui ne sont pas en contact avec les déchets présents sur le site, ces derniers étant entreposés dans des cuves munies de rétention. Par conséquent, l'exploitant a établi sa liste des paramètres PFAS à analyser en cohérence avec l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°2 : Réalisation des campagnes d'analyse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

**Constats :**

L'exploitant a programmé les 3 campagnes d'analyse sur son unique point de rejet des eaux de ruissellement (aucune eau de process sur le site d'exploitation) les 5 décembre, 22 janvier et 20 février 2024 sur les 20 paramètres sur lesquels il s'était engagé.

**Avis de l'inspection des installations classées :**

L'exploitant respecte les exigences réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N°3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> Les prélèvements et analyses ont été réalisés par le laboratoire IANESCO qui est accrédité par le COFFRAC pour le prélèvement et l'analyse des 20 paramètres du 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
<b>Avis de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant respecte les exigences réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N°4 : Exigences pour le prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé les prélèvements le mardi 5 décembre 2023 (site ouvert), le lundi 22 janvier (site ouvert) et le mardi 20 février (site ouvert). Les prélèvements ont été réalisés de manière ponctuelle.
<b>Avis de l'inspection des installations classées :</b> Le site ne rejette pas d'eaux de process au milieu naturel, seules des eaux pluviales issues des voiries sont rejetées au milieu naturel. Ces eaux ne sont pas en contact avec les entreposages des déchets réceptionnés. Par conséquent, le niveau d'activité sur site importe peu pour qualifier la représentativité du prélèvement. Étant donné que les prélèvements concernent des eaux pluviales, le prélèvement ponctuel est jugé acceptable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°5 : Précisions des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les éléments contractuels qui précisent des limites de quantification de 2,0 µ/l pour la mesure de la quantité totale de substances PFAS (AOF) et de 100 ng/l pour l'analyse de chaque paramètre PFAS.
<b>Avis de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant respecte les limites de quantification imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°6 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a enregistré les résultats d'analyse de chaque campagne sur l'outil GIDAF.
<b>Avis de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant a répondu aux exigences réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°7 : Contrôle des eaux pluviales et des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 4.5 et 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des eaux de rejets et des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Conformité des résultats d'analyse des eaux de rejets</li><li>- Contrôle des variations amont/aval des eaux souterraines</li><li>- Point de situation sur le constat fait suite à l'inspection de 2023</li></ul>
<b>Rappel des constats faits lors de l'inspection 2023 :</b> "L'exploitant réalise un contrôle mensuel de ses eaux de rejet. Ces contrôles sont réalisés par la

société EGEH. Sur l'année 2023, il est constaté :

- 2 dépassements en DCO (181 et 133 mg/l au lieu de 125 mg/l respectivement le 23 mars 2023 et le 15 juin 2023).

- 4 dépassements en MES (60, 40, 50 et 79 mg/l au lieu de 35 mg/l respectivement le 23 mars 2023, le 18 avril 2023, le 15 juin 2023 et le 13 juillet 2023).

L'exploitant s'engage à réaliser un nettoyage des réseaux du site afin de corriger les écarts."

#### **Constats :**

L'exploitant réalise un contrôle mensuel de ses eaux de rejet. Ces contrôles sont réalisés par la société EGEH. Sur l'année 2024, il est constaté :

- 2 dépassements en DCO (146 et 167 mg/l au lieu de 125 mg/l respectivement le 19 mars 2024 et le 17 avril 2024) ;

- 3 dépassements en MES (46, 89 et 55 mg/l au lieu de 35 mg/l respectivement le 21 février le 19 mars 2024 et le 17 avril 2024) ;

- 1 dépassement en DBO<sub>5</sub> (46 mg/l au lieu de 35 mg/l le 19 mars 2024).

Comme déclaré lors de l'inspection précédente, l'exploitant a réalisé le nettoyage du réseau qui est désormais réalisé chaque mois en interne. Malgré ce nettoyage, des dépassements de VLE sont, de nouveau, constatés. Dans ces circonstances, l'exploitant a entrepris une inspection télévisée de ses réseaux d'eaux usées et pluviales. L'inspection du réseau d'eaux usées a été réalisée le 16 mai 2024 et n'a pas révélée d'anomalie. L'exploitant déclare que l'analyse télévisée du réseau d'eaux pluviales sera réalisée prochainement.

Le contrôle des eaux souterraines a été réalisé en avril 2024 par la société EGEH : Les valeurs obtenues ne révèlent pas de variation significative entre l'amont et l'aval du site. Un second contrôle des eaux souterraines est prévu en septembre 2024.

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

**L'inspection des installations classées a pris note des nouvelles actions entreprises suite aux dépassements récurrents des VLE. L'exploitant transmettra le rapport d'inspection télévisé du réseau des eaux pluviales.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N°8 : Contrôle des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des installations électriques

#### **Prescription contrôlée :**

- Conformité du contrôle des installations électriques de 2024

- Point de situation sur les constats de 2023

#### **Rappel des constats faits lors de l'inspection 2023 :**

"L'exploitant a fait réaliser le contrôle de ses installations électriques le 2 mars 2023 par la société APAVE : 11 observations.

L'exploitant est en relation avec la société CHATELLIER pour la réalisation des mesures correctives.

Avis de l'inspection :

L'exploitant devra réaliser les actions correctives dans les meilleurs délais et transmettre les éléments attestant de ces corrections à l'inspection des installations classées."
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser les actions correctives suite au contrôle réalisé en 2023 par la société APAVE. L'exploitant a transmis la facture correspondante. L'exploitant a réalisé le contrôle de ses installations électriques le 2 mai 2024 par la société APAVE : 4 observations ont été identifiées. Les actions correctives ont été réalisées par la société CHATELLIER le 17 juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°9 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> - Conformité des niveaux sonores en limite de propriété et zones d'émergence réglementée - Point de situation sur les constats de 2023
<b>Rappel des constats faits lors de l'inspection 2023 :</b> "L'exploitant a fait réaliser le contrôle des niveaux sonores du site le 18 janvier 2021 par la société APAVE : aucune non-conformité en limite de propriété mais aucun contrôle en zones à émergence réglementée (ZER) n'a été réalisé. Avis de l'inspection : L'exploitant devra compléter son analyse des niveaux sonores par des mesures d'émergence en ZER."
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser un nouveau contrôle des niveaux sonores le 18 mars 2023 par la société SOCOTEC incluant des mesures en zone à émergence réglementée. Les résultats sont conformes à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°10 : Protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 7.1.3 et 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> - Moyens de protection contre l'incendie disponibles sur site - Vérification des moyens de protection
<b>Rappel des constats faits lors de l'inspection 2023 :</b> "Une réserve d'émulseur d'un volume de 500 litres à proximité de l'entrée du site n'a pas été mis en place. Le bon de commande signé a été transmis par l'exploitant. Il est rappelé que l'exploitant a 6 mois, à compter de la notification de son arrêté d'autorisation du 22 août 2023, pour se conformer à l'ensemble des prescriptions de son arrêté d'autorisation."
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose : - de 33 extincteurs sur site : contrôlés le 10 novembre 2023 par la société EUROFEU ;



<p>- de 4 trappes de désenfumage mises en place sur l'atelier d'entretien des véhicules : contrôlées le 20 novembre 2023 par la société EUROFEU.</p> <p>Une réserve d'émulseur d'un volume de 500 litres a été mise en place à proximité de l'entrée du site.</p> <p>L'exploitant a fait réaliser le mur coupe feu REI 120 le long des cuves d'entreposage des huiles usagées (facture transmise par l'exploitant actant de la réalisation d'un mur REI 120).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°11 : Registre déchets - déchets admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre déchets - déchets admis
<b>Prescription contrôlée :</b> - Tenue du registre des déchets - Nature des déchets entrants
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une extraction des entrées de déchets sur le site sur l'année 2024. Les codes déchets identifiés sont : - 19 08 09 : graisses et huiles alimentaires ; - 16 07 08*, 13 05 XX * : eaux et boues hydrocarburées ; - 13 02 05* : huiles usagées. Le registre contient l'ensemble des informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°12 : Rétention des zones de chargement et de déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des zones de chargement et de déchargement
<b>Prescription contrôlée :</b> Rétention des zones de chargement et de déchargement
<b>Constats :</b> Les aires de chargement et de déchargement des huiles usagées et eaux hydrocarburées sont étanches mais ne sont pas reliées à une rétention dimensionnée selon les règles applicables aux stockages des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols prévues à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. La société SEVIA a transmis un devis non signé pour la réalisation de la rétention au niveau de la zone de chargement et déchargement des huiles usagées. <b><u>Avis de l'inspection des installations classées :</u></b> <b>L'exploitant doit entreprendre les actions correctives afin de munir les zones de chargement et de déchargement de rétentions correctement dimensionnées. Des devis signés ainsi qu'une programmation de ces actions sont attendus.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois